

L'engagement des enseignants : quel impact professionnel ?



Un militantisme plus pragmatique, moins idéologique



Laurent Frajerman

Historien chercheur, professeur agrégé.

Le militantisme enseignant est-il en crise ? Que nous apprennent les enquêtes scientifiques sur l'engagement des enseignants aujourd'hui ? Réponse et analyse de l'historien chercheur Laurent Frajerman*, spécialiste de ces questions et responsable de l'enquête Militens de 2017.

Animation & Éducation : On entend régulièrement parler d'une crise du militantisme, d'une désaffection pour le syndicalisme, pour la politique. En tant que spécialiste de l'engagement enseignant du XX^e siècle à nos jours, quelle est votre analyse en ce qui concerne cette profession ?

Laurent Frajerman : Ce qui décline en premier lieu, c'est l'influence des enseignants dans le personnel politique, Rémi Lefebvre et Frédérique Sawicki⁽¹⁾ l'ont montré. Cela provient de l'évolution du champ politique, dont la professionnalisation a mis fin à la surreprésentation des enseignants dans le personnel politique de gauche et de centre gauche. En 1981, la moitié des députés socialistes étaient enseignants de profession, les liens étaient forts entre les partis de gauche et les syndicats enseignants. Aujourd'hui, le profil type d'une carrière politique est d'être diplômé en sciences politiques, être recruté comme collaborateur d'élu

« Il y a une mutation de l'engagement, c'est clair, mais certainement pas disparition. »

puis devenir élu soi-même. Les relations de ces dirigeants politiques avec les syndicats sont d'ordre diplomatique, l'interconnaissance a presque disparu.

Le militantisme des enseignants subsiste, mais il a changé de nature. Il est certes moins idéologisé que dans les années 1970, années d'intenses mobilisations et discussions doctrinales, mais reste au niveau des années 1950-1960. Les discours très à gauche imprègnent moins le corps enseignant, qui affiche cependant une certaine stabilité dans ses représentations politiques : une nette majorité d'enseignants se reconnaissent toujours dans la gauche et le centre gauche, la droite

et encore plus l'extrême droite sont faibles. Le militantisme est moins intense, moins total, plus mixte – mieux réparti entre hommes et femmes. La dimension sacrificielle de l'engagement est aujourd'hui en net recul : rares sont les militants qui n'essayent pas de se préserver une vie pour soi, de se ménager des temps personnels. L'investissement de la sphère militante par les femmes participe de cette évolution, notamment pour les couples engagés. Donc, il y a mutation de l'engagement, c'est clair, mais certainement pas disparition.

A&E : En quoi consiste cette mutation ? À quelles modifications assiste-t-on ?

L.F. : L'engagement des enseignants sous la Troisième République, donc de la fin XIX^e jusqu'en 1945, consiste à construire des organisations : les syndicats depuis 1905, les Ceméa en 1937, les Francas en 1944, la FCPE juste après... C'est un engagement pensé dans la durée, qui aboutit à des organisations puissantes, fonctionnant avec une structure pyramidale et reliées entre elles. Ce réseau va se formaliser grâce au pluri-engagement (des participations croisées aux instances de direction) et permettre

L'engagement des enseignants : quel impact professionnel ?



* **Laurent Frajerman** est chercheur associé au CHS (Centre d'histoire sociale, université Paris 1, UMR 8058 du CNRS) et professeur agrégé d'histoire au lycée Lamartine, Paris. Membre de l'observatoire de la FSU, il a créé l'enquête Militens.

Parmi ses écrits récents, citons :

- ▶ **L'engagement des enseignants: une culture conflictuelle en mutation**, disponible sur <https://www.ldh-france.org> ;
- ▶ **Manager les professeurs ? Les relations hiérarchiques dans l'établissement en France à l'heure du nouveau management public**, Éducation et sociétés 2019/1 (n° 43), pages 57 à 75 ;
- ▶ ainsi que l'ouvrage **Les frères ennemis. La Fédération de l'Éducation Nationale et son courant « unitaire » sous la IVe République**, Syllepse, Paris, 2014.

Pour en savoir plus sur Laurent Frajerman :

<https://histoire-sociale.cnrs.fr/author/l-frajerman/>

le développement de l'éducation populaire. À partir du Front populaire, les instituteurs font vivre la Ligue de l'enseignement sur le terrain, alors que les professeurs sont invités dans ses instances. La cohérence du réseau des associations complémentaires de l'Éducation nationale, dans lequel le SNI⁽²⁾ joue un rôle majeur, est assurée par le combat laïc, très important à cette période. Du côté du second degré, on assiste à la création d'associations disciplinaires (histoire, biologie...) qui vont vivre avec le SNES⁽²⁾ et leurs inspections respectives une coopération conflictuelle. Les bulletins syndicaux faisaient un devoir aux enseignants d'adhérer aux œuvres et aux structures d'entraide qui émergent (MAIF en 1934, MGEN créée par le SNI en 1946, etc.). Cette dynamique est cassée par mai 1968 et ses aspirations libertaires. Les associations traditionnelles sont marginalisées par l'activisme enseignant. Si elles perdent de leur substance, cela n'apparaît pas immédiatement, puisqu'elles se structurent en 1972 dans le Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'Éducation nationale (ESPER aujourd'hui). Mais leur puissance financière cache un rayonnement moindre, du fait

« L'engagement des enseignants d'aujourd'hui est moins institutionnel, tout en conservant un ancrage politique à gauche et centre gauche. »

de plusieurs phénomènes : dirigées par des instituteurs, elles ne s'adaptent pas à la montée en puissance des professeurs provoquée par la démocratisation du second degré. Les associations d'éducation populaire en pâtissent d'autant plus que les instituteurs eux-mêmes s'investissent de moins en moins dans les colonies de vacances et les activités dites périscolaires. La perte de sens est accentuée par la restructuration du paysage syndical qui aboutit dans les années 1990 à la domination de la Fédération syndicale unitaire, plus contestataire. Les structures à caractère financier se professionnalisent et rencontrent des difficultés particulières à main-

tenir le lien avec les enseignants, malgré les discours incantatoires sur le bénévolat. Paradoxalement, leurs publicités réaffirment l'engagement comme fondement identitaire, ou du moins comme image de marque.

Plus fondamentalement, les modalités de fonctionnement verticales de ces associations sont concurrencées, à l'ère du *small is beautiful* et des collectifs temporaires. On assiste à un rejet progressif de ce modèle organisationnel. Peu à peu émergent d'autres modalités d'organisations à travers des associations moins bureaucratisées. Par exemple, l'Association des professeurs d'histoire-géographie existe toujours et garde une position centrale, mais à côté se sont créées des structures comme Aggiornamento, qui certes comptabilisent moins d'adhérents, mais sont plus militantes et disposent d'un impact médiatique plus fort, notamment grâce à l'usage des réseaux sociaux. L'engagement d'aujourd'hui est moins institutionnel, tout en conservant un ancrage politique à gauche et au centre gauche.

Un second bouleversement, essentiel, est mis en lumière par les théoriciens du post-modernisme dès les années 1980 : la fin des grands récits. Parmi les grands récits qui animaient le monde éducatif jusque-là, citons le plan Langevin-Wallon et la démocratisation de l'enseignement. Tous les débats entre syndicalistes et experts portaient sur l'application la plus fidèle du plan. Tout cela a disparu. Les militants, la base, ne croient guère plus à une solution globale aux maux de l'école, même dans une société transformée. Aujourd'hui,

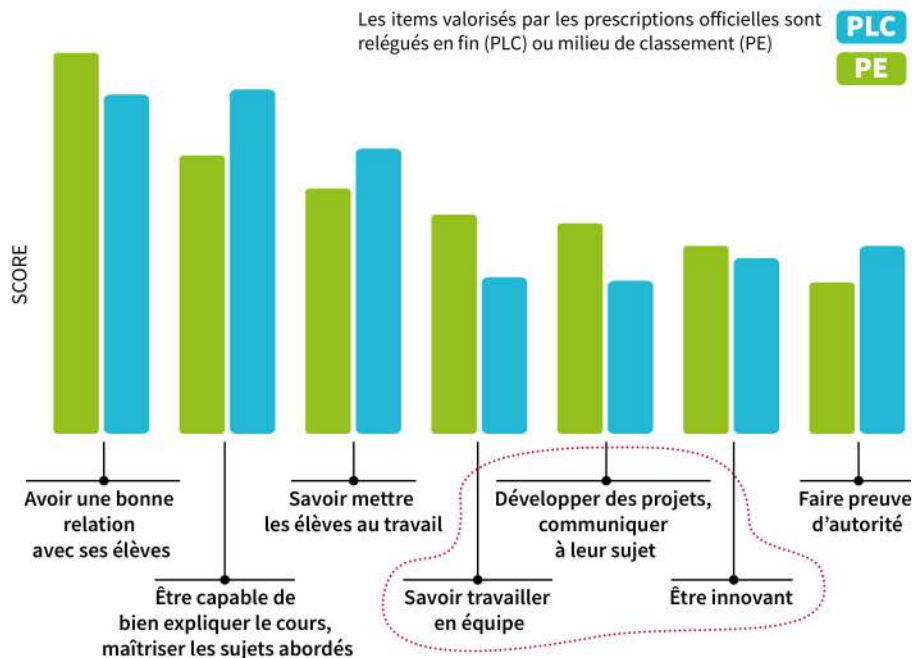
L'engagement des enseignants : quel impact professionnel ?



► le pragmatisme représente la valeur phare chez les enseignants sur les questions éducatives. Or ce pragmatisme pose un problème de cohérence (voir encadré page 19). On constate une centration sur les problèmes pratiques d'enseignement, avec une montée en généralité absente, ou fragmentée. Si vous regardez sur le réseau social Twitter, l'un des comptes le plus importants en éducation est celui de Charivari⁽³⁾, compte très concret qui propose des activités, des astuces, des mises en situation... Bien sûr, son existence même repose sur des valeurs d'entraide et de partage. Mais les enseignants ne veulent plus se laisser enfermer dans un discours idéologique. C'est un obstacle pour les organisations qui prétendent porter un discours cohérent, une vision du monde et de l'école.

A&E : Le militantisme pédagogique est-il en crise ? Qu'en est-il de son projet ?

L.F. : Depuis plusieurs décennies, le ministère porte un projet de transformation de la « *professionnalité enseignante* », abandonnant le modèle dit du « *praticien réflexif* »⁽⁴⁾, autonome et hautement qualifié, au profit de celui du technicien de l'enseignement, qui met en œuvre des protocoles imaginés par des experts, sous le contrôle d'une chaîne hiérarchique renforcée. Ce projet, régressif pour les enseignants et mis en œuvre dans de nombreux pays, met en difficulté les associations pédagogiques dont les conceptions ont toujours été en accointance avec les objectifs du ministère, du moins quand ceux-ci étaient modernistes. Ce compagnonnage a toujours existé, certes avec des conflits, des am-



bivalences..., toutefois, les militants pédagogiques pensaient ensemble émancipation des maîtres et des élèves. Or, on ne distingue plus vraiment aujourd'hui les motivations économiques et budgétaires des motivations pédagogiques dans la volonté d'innovation du ministère. Ainsi, l'interdiction du redoublement est justifiée par de nombreux travaux de sciences de l'éducation tout en permettant de fluidifier les flux d'élèves.

Ceci se traduit chez les enseignants par un rejet de la norme institutionnelle, qui peut rejaillir sur les associations pédagogiques dont l'autonomie risque d'être questionnée. Ainsi, si l'on considère la définition du « *bon professeur* » donnée par les répondants de l'enquête Militens⁽⁵⁾ les trois items qui correspondent aux prescriptions officielles apparaissent comme minoritaires. Ces items valorisent la norme d'un enseignant organisateur, travaillant en réseaux et sachant communi-

quer sur ses projets. Ils sont surpassés, même chez les professeurs des écoles – souvent présentés comme plus ouverts à la novation pédagogique que ceux du second degré – par des notions-valises comme la capacité d'expliquer le cours, qui ne préjuge en rien de la méthode employée, ou par un item connoté comme conservateur mais qui correspond au quotidien des professeurs : « *savoir mettre les élèves au travail* ».

A&E : Donc si je comprends bien, la volonté de militer existe, l'engagement pédagogique est présent, l'envie de s'associer persiste mais les organisations et associations traditionnelles ne bénéficient plus de cet engouement. Pourquoi ? Est-ce un rejet de ces associations considérées comme vieillottes ?

L.F. : Effectivement, ces représentations existent, et sont quelquefois très injustes. En tout cas, elles

L'engagement des enseignants : quel impact professionnel ?



ne partent pas d'un examen précis. Mais ces organisations sont confrontées au double problème de leur rapport au ministère et de modalités de fonctionnement qui peuvent rebuter, parce que hiérarchisées et basées sur la fidélité. L'institutionnalisation constitue à la fois une ressource et une faille. On le constate aussi pour le syndicalisme, auquel les enseignants reprochent son éloignement de leur réalité quotidienne, tout en plébiscitant son rôle informatif, protecteur et de porte-parole de la profession. D'ailleurs, le militantisme pédagogique se maintient : dans Engens, en 2007⁽⁶⁾, 19 % des enseignants disaient « *participer à un groupe de réflexion pédagogique ou disciplinaire* », défini comme pouvant être de nature syndicale (5 % du corpus), associative (6 %) ou sur internet (4 %). Plus restrictif, le questionnaire Militens nous apprend que, de nos jours, 3 % des enseignants militent et 2 % adhèrent simplement à une « *association de nature pédagogique (Mouvement Freinet, Reconstruire l'école...)* » et que 5 % l'ont été par le passé.

En résumé, que nous disent les recherches actuelles, dont l'enquête Militens ? Elles montrent que les enseignants veulent un changement pédagogique profond en divergeant sur la façon de procéder, mais surtout envisagent chaque mesure isolément, sans être guidés par une doctrine. Si le corps professoral change, on constate aussi des permanences : l'engagement pédagogique a toujours été minoritaire sans être marginal, l'intérêt pour les questions éducatives reste fort. Le problème de fond porte sur le sens des changements. Les grands récits du type Langevin-Wallon avaient un avantage – ils mobilisaient et

donnaient une perspective de changement – et un inconvénient – ils masquaient les contradictions internes et d'autres enjeux, notamment didactiques.

Aujourd'hui, l'envie de bien faire son métier est toujours présente et peut favoriser un engagement pédagogique renouvelé, à condition que l'offre associative corresponde à ce besoin de pragmatisme, limite les discours politico-idéologiques et s'affranchisse de normes institutionnelles qui se révéleraient trop pesantes.

Propos recueillis par Marie-France Rachédi

1. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes. Le PS aujourd'hui*, éditions du Croquant, coll. « Savoir/Agir », 2006.
2. Unique fédération syndicale à l'époque : la FEN comprenait le Syndicat national des instituteurs (aujourd'hui SE Unsa et SNUIPP FSU) pour le 1^{er} degré et le SNES pour le second degré.
3. Le compte @charivari, tenue par une enseignante directrice d'école, totalise plus de 13300 abonnés. Il est adossé au site www.charivarialecole.fr, « *partage de ressources pour enseigner* ».
4. Donald A. Schön, *Le praticien réflexif. À la recherche du savoir caché dans l'agir professionnel*, éditions Logiques, Montréal, 1994
5. En savoir plus sur cette enquête : <http://institut.fsu.fr/Militens-One-recherche-sur-le-rapport-a-l-engagement-des-enseignants-et-l.html>.
6. Ceraps Lille 2, 2007, questionnaire scientifique dirigé par Frédéric Sawicki : 2 585 enseignants du Nord-Pas-de-Calais.

Des enseignants engagés pour des causes... peu ordonnées

Alors que la presse véhicule l'idée d'enseignants engagés dans des batailles rangées entre théories pédagogiques opposées, sur le terrain, ceux-ci ne se reconnaissent pas dans les couples antagoniques innovation contre tradition, éducation ou instruction, égalité ou mérite, bienveillance face à exigence. Quand on croise les réponses à deux questions principales, les positions cohérentes (« *pédagogue* » et « *conservatrice* ») ne représentent que 37 % des enseignants.

Engens, 2007 :

		... mettre en œuvre une pédagogie plus adaptée aux élèves d'aujourd'hui				Total
		Tout à fait d'accord	Assez d'accord	Assez peu d'accord	Pas du tout d'accord	
... se recentrer sur la transmission des savoirs fondamentaux	Dans les années à venir, l'école devrait...					
	Pas du tout d'accord	2%	1%		1%	4%
	Assez peu d'accord	8%	6%	2%		17%
	Assez d'accord	16%	18%	5%	1%	41%
	Tout à fait d'accord	21%	8%	4%	1%	35%
Total		49%	34%	12%	3%	100%

Se lit : 2 % des personnes interrogées sont tout à fait d'accord pour recentrer l'école sur la transmission de savoirs fondamentaux et totalement opposés à la mise en œuvre d'une pédagogie plus adaptée aux élèves d'aujourd'hui.